ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 24 septembre 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant des dispositions transitoires et diverses pour l'application de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées", a donné le 16 novembre 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e september 1976 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse Aangelegenheden verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende overgangsbepalingen en diverse andere bepalingen voor de toepassing van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht", heeft de 16e november 1976 het volgend advies gegeven :

Le préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs notamment l'article 18, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 1er mars 1958 ... (la suite comme au projet);

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 70bis inséré dans cette loi par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 12 juillet 1973 ... (la suite comme au projet);

Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment les articles 18, 19, 20, 21, 31, § 1er, 34, 35, 36 et 45;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve, notamment l'article 1er modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1976;

Vu l'arrêté royal du 29 février 1960 ... (la suite comme au projet);

.../...

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service de santé interforces, notamment l'article 92 modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1969, 28 février 1972 et 27 mai 1975 et les articles 93 et 94 modifiés par l'arrêté royal du 20 septembre 1966;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1976 ... (la suite comme au projet);

Vu l'arrêté royal du ... (la suite comme au projet);

Vu l'avis de la commission consultative ... (la suite comme au projet);

Vu l'avis du Conseil d'Etat.".

*
* *

OBSERVATION GENERALE.

La loi du 13 juillet 1976 est entrée en vigueur le 21 août 1976, soit le dixième jour après celui de sa publication au Moniteur belge. Dans un but de facilité, il convient, dès lors, de remplacer les mots "la date de mise en vigueur de la loi du 13 juillet 1976" par les mots "le 21 août 1976" dans tous les articles où cette expression figure.

*
* *

.../...

L'intitulé "Dispositons transitoires" se réfère habituellement à la partie d'une loi ou d'un arrêté qui prévoit des dispositions qui aménagent le passage du régime ancien au régime prévu par le nouvel arrêté.

Tel n'est pas l'objetdes articles contenus dans le chapitre ler.

Au surplus, la longueur de l'arrêté ne justifie pas sa décision en chapitres.

Article 1er.

La rédaction de cet article est peu claire. Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

"Article 1er.-

Les officiers de réserve visés à l'article 34 de la loi du 13 juillet 1976 sont considérés comme répondant aux conditions fixées à l'article 18, § ler, 2°, 3° et 4° de cette loi.

Ils sont, à leur demande, admis avec leur grade dans le cadre temporaire du personnel militaire à l'issue de la prestation volontaire d'encadrement qu'ils effectuent, pour autant qu'à ce moment ils n'aient pas dépassé l'âge de 45 ans.

.../...

Leur ancienneté pour l'avancement est égale au temps de service passé en qualité d'officier de réserve en prestation volontaire d'encadrement et d'officier du cadre du personnel temporaire, diminué d'un an".

Article 3.

Le paragraphe ler, tel qu'il se présente dans le projet, manque de fondement légal, le Roi n'ayant pas reçu le pouvoir de prendre cette disposition temporaire en ce qui concerne les sous-officiers de complément mais il n'est pas interdit au Roi, sur base des habilitations qui figurent dans l'article 70 bis, § ler, alinéa ler, 2° et 3°, de la loi du 27 décembre 1961, de fixer les règles et d'accorder des dispenses aux sous-officiers de complément en service à la date de la mise en vigueur de la loi en adaptant les conditions générales à la situation particulière de ces sous-officiers.

La même observation vaut, mutatis mutandis pour le paragraphe 2.

Article 4.

En accord avec le délégué du gouvernement, il est proposé de transformer le second alinéa du paragraphe 2 en un paragraphe 3 ainsi rédigé : "Les volontaires qui, le 21août 1976, ont accompli ... (la suite comme au projet)".

Au paragraphe 3, il convient d'insérer les mots "des volontaires" entre les mots "le cadre" et "de carrière".

.../...

Article 5.

Le texte néerlandais de cet article ne correspond pas au texte français, lequel, d'après son délégué, exprime la volonté du gouvernement.

Article 6.

Au § 1er, il convient d'écrire "article 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1976" et de remplacer l'expression "pour autant qu'" par "si".

*

En accord avec le délégué du gouvernement, la rédaction suivante est proposée pour le § 2 :

"§ 2. "Les miliciens qui ... peuvent, s'ils réussissent ce cycle de formation et dans les limites des besoins de l'encadrement des forces armées, être agréés comme candidats officiers temporaires à la fin de leur terme de service actif de milicien, s'ils remplissent les conditions fixées par l'article 18 de la loi du 13 juillet 1976".

*

.../...

Le second alinéa du § 3 devrait être rédigé comme suit :

"Ils peuvent être commissionnés au grade de sous-lieutenant temporaire à la fin du cycle de formation et nommés à ce grade un an après la date de leur commission".

Article 7.

Le début du paragraphe 3 doit être rédigé comme suit :

"Les dispositions des articles 93 et 94 de l'arrêté royal du 25 octobre 1963, modifiés par l'arrêté royal du 20 septembre 1966".

Article 8.

Au § 1er, il convient de préciser quels sont les officiers auxiliaires qui sont admis dans le cadre de complément. La disposition doit dès lors être rédigée comme suit :

"Les officiers auxiliaires qui remplissent les conditions prévues par l'article 16bis inséré dans la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, par la loi du 13 juillet 1976 sont, à leur demande, admis...".

.../...

Article 9.

Sur la proposition du délégué du gouvernement, la rédaction suivante est suggérée :

"Article 9.-

§ 1. Les officiers qui à la date du 21 août 1976 faisaient partie du corps interforces des officiers ingénieurs des fabrications militaires et qui sont transférés à la force terrestre sont inscrits dans le corps des ingénieurs des matériels militaires en application, selon le cas, de l'article 29 ou de l'article 31 de la loi du 1er mars 1958.

§ 2. Les officiers qui, en application de l'article 111, 1°, alinéa 2, de la loi du 13 juillet 1976 sollicitent d'être transférés dans une autre force que leur force d'origine doivent introduire cette demande au plus tard un mois après la publication du présent arrêté au Moniteur belge".

Article 10.

Etant donné que le mot "ingénieur" dans l'article 8 de l'arrêté royal du 29 février 1960 se rencontre tantôt au singulier, tantôt au pluriel, il convient de supprimer le mot "ingénieurs".

.../...

Les mots "chaque fois qu'ils sont rencontrés" sont superflus et doivent dès lors disparaître.

Article 11.

Le paragraphe 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Dans l'intitulé et le dispositif du même arrêté, les mots "service de santé" sont remplacés par les mots "service médical".

De aanhef zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, inzonderheid op artikel 18, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 70bis, aldaar ingevoegd door de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 18, 19, 20, 21, 31, § 1, 34, 35, 36 en 45;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 februari 1960 ... (voorts zoals in het ontwerp);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de

.../...

gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtdelen, inzonderheid op artikel 92, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1969, 28 februari 1972 en 27 mei 1975, en op de artikelen 93 en 94, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 september 1966;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1976 ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op het koninklijk besluit van ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op het advies van de commissie van advies ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op het advies van de Raad van State,".

*

* *

ALGEMENE OPMERKING.

De wet van 13 juli 1976 is in werking getreden op 21 augustus 1976, dat is de tiende dag na die waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. Gemakshalve vervange men bijgevolg de woorden "de datum waarop de wet van 13 juli 1976 in werking treedt" door "op 21 augustus 1976" in de artikelen waar die woorden voorkomen.

*

* *

.../...

Het opschrift "Overgangsbepalingen" slaat gewoonlijk op dat onderdeel van een wet of besluit, dat bestaat uit bepalingen die de overgang van de oude regeling naar de door de nieuwe tekst vastgestelde regeling bewerken.

Met de artikelen van hoofdstuk I is dat niet het geval.

Overigens is het besluit niet zo lang dat het in hoofdstukken onderverdeeld hoeft te worden.

*

Artikel 1.

De tekst van dit artikel is niet zeer duidelijk. De Raad van State stelt voor :

"Artikel 1.-

De reserveofficieren bedoeld in artikel 34 van de wet van 13 juli 1976 worden geacht te voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 18, § 1, 2°, 3° en 4°, van die wet.

Op hun verzoek worden zij na het einde van hun vrijwillige prestatie wegens kaderbehoeften, voor zover zij dan niet meer dan 45 jaar oud zijn, met hun graad opgenomen in het tijdelijk kader van het militair personeel.

.../...

Hun anciënniteit voor bevordering is gelijk aan hun diensttijd als reserveofficier in vrijwillige prestatie wegens kaderbehoeften en als officier van het kader van het tijdelijk personeel, met aftrek van één jaar ".

Artikel 3.

Zoals § 1 in het ontwerp geformuleerd is, heeft het geen rechtsgrond, aangezien aan de Koning niet de bevoegdheid is gegeven om die tijdelijke bepaling vast te stellen ten aanzien van de onderofficieren van het aanvullingskader; maar het is de Koning niet verboden om op grond van de machtigingen hem verleend in artikel 70bis, § 1, eerste lid, 2° en 3°, van de wet van 27 december 1961, regelen vast te stellen en vrijstellingen te verlenen aan de onderofficieren van het aanvullingskader die in dienst zijn op de dag waarop de wet in werking treedt, door de algemene voorwaarden aan te passen aan de bijzondere situatie van die onderofficieren.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor § 2.

Artikel 4.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld van het tweede lid van § 2 een § 3 te maken, die als volgt kan worden geredigeerd :

"§ 3. De vrijwilligers die op 21 augustus 1976 ten minste negen jaar werkelijke dienst hebben volbracht, kunnen, voor zover de kaderbehoeften van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

*

.../...

In § 3 dienen de woorden "in het kader van de beroepsvrijwilligers" in de plaats te komen van de woorden "in het beroepskader".

Artikel 5.

De Nederlandse tekst van dit artikel is niet in overeenstemming met de Franse, die, volgens de gemachtigde van de Regering de bedoeling van deze laatste weergeeft.

Artikel 6.

In § 1 dient te worden gelezen : "artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1976", en dienen de woorden "voor zover" te worden vervangen door "indien".

*

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld § 2 als volgt te redigeren :

"§ 2. De dienstplichtigen die ... kunnen, als zij voor die opleidingscyclus slagen, en binnen de grenzen van de kaderbehoeften van de krijgsmacht, bij het einde van hun werkelijke diensttijd als dienstplichtige, als kandidaat-tijdelijke officier worden aanvaard indien zij de in artikel 18 van de wet van 13 juli 1976 bepaalde voorwaarden vervullen".

*

.../...

Het tweede lid van § 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Zij kunnen in de graad van tijdelijke onderluitenant worden aangesteld bij het einde van de opleidingscyclus en in die graad worden benoemd een jaar na de datum van hun aanstelling".

Artikel 7.

Het begin van § 3 moet als volgt worden geredigeerd :

"De bepalingen van de artikelen 93 en 94 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 september 1966 ...".

Artikel 8.

In § 1 moet nader worden bepaald welke hulpofficieren in het aanvullingskader worden opgenomen. De bepaling moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"De hulpofficieren die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 16bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, aldaar ingevoegd door de wet van 13 juli 1976, worden op hun verzoek in het aanvullingskader opgenomen met hun graad en ...".

.../...

Artikel 9.

Op voorstel van de gemachtigde van de Regering wordt de volgende redactie in overweging gegeven :

"Artikel 9.-

§ 1. De officieren die op 21 augustus 1976 deel uitmaakten van het intermachtenkorps van de officieren-ingenieurs der militaire fabrikaten en die naar de landmacht worden overgeplaatst, worden bij het korps van de ingenieurs van het militair materieel ingedeeld, al naar het geval, op grond van artikel 29 of van artikel 31 van de wet van 1 maart 1958.

§ 2. De officieren die, op grond van artikel 111, 1°, tweede lid, van de wet van 13 juli 1976, vragen om naar een ander dan hun oorspronkelijk krijgsmachtdeel te worden overgeplaatst, moeten hun aanvraag indienen uiterlijk een maand nadat dit besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Artikel 10.

Aangezien het woord "ingenieur" in artikel 8 van het koninklijk besluit van 29 februari 1960 nu eens in het enkelvoud, dan weer in het meervoud gebruikt is, schrappe men het woord "ingenieurs". Ook moet worden gelezen : "van het militair materieel".

.../...

De woorden "overal waar ze in de tekst voorkomen" moeten als overbodig vervallen.

Artikel 11.

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. In het opschrift en in de artikelen van hetzelfde besluit wordt het woord "gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "medische dienst".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. A. COURTEJOIE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. COURTEJOIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.